

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 24/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ASB - AEROSPATIALE BATTERIES

allée Sainte Hélène
18000 Bourges

Références : VI ICPE du 23/07/2024
Code AIOT : 0010006525

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement ASB - AEROSPATIALE BATTERIES implanté allée Sainte Hélène 18000 Bourges. L'inspection a été annoncée le 15/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue dans l'atelier de fabrication des alliages du BATGAP suite à la visite d'inspection du 18/04/2024 réactive à l'incendie qui a eu lieu le 12/04/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASB - AEROSPATIALE BATTERIES
- allée Sainte Hélène 18000 Bourges
- Code AIOT : 0010006525

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par l'arrêté préfectoral n°2021-0254 du 22 mars 2021, le préfet du Cher a autorisé l'exploitation d'installations d'études, de conception, de production et de commercialisation de piles thermiques. Les activités de l'établissement sont notamment classées sous le régime de l'autorisation dans les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement:

- 4210-1-a: produits explosifs (fabrication, chargement, encartouchage....);
- 1450: solides inflammables (stockage ou emploi de);
- 2793-3-b: installation de collecte, transit, regroupement, tri ou autre traitement de déchets de produits explosifs.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.4.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	maintenance des filtres	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.6.3 et 8.6.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	entretien des moyens de protection et lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.8.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 2.5.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	détection incendie	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.4.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	moyens de	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Demande	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	lutte contre l'incendie	du 22/03/2021, article 9.2.7	d'action corrective	
7	formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.6.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	réserves de filtres	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 2.2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
9	aspiration des sorbonnes	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.8.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rapport d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 26/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>

<p>Constats :</p> <p>Constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 18/04/2024 : Le POI n'est pas à jour quant aux coordonnées téléphoniques et électroniques de la préfecture et de la DREAL à contacter systématiquement par ces deux moyens. Le rapport d'incident (fiche BARPI complétée) sera envoyé au plus tard le 26/04/2024.</p> <p>Par courrier du 26/06/2024, l'exploitant a transmis une version actualisée du POI prenant en compte les observations de l'inspection. La fiche BARPI a été transmise par courriel du 23/04/2024.</p> <p>Le constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 18/04/2024 est satisfait.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : localisation des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 26/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Il distingue 3 types de zones:</p> <p>--> les zones à risque permanent ou fréquent;</p> <p>--> les zones à risque occasionnel;</p> <p>--> les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins.</p> <p>Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux poussières, l'exploitant définit:</p> <p>--> zone 20: emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence ou pendant de longues périodes ou fréquemment;</p> <p>--> zone 21: emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal;</p> <p>--> zone 22: emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de</p>

<p>courte durée s'il advient qu'elle se présente néanmoins.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 18/04/2024 : L'exploitant ne dispose pas d'un plan matérialisant, pour le BATGAP, les trois types de zones exigés. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer ne sont pas affichées à l'entrée et à l'intérieur de l'atelier de fabrication des alliages</p> <p>Par courrier du 26/06/2024, l'exploitant a transmis un plan de localisation des risques du BATGAP matérialisant les zones susvisées ainsi que les consignes qui sont affichées aux entrées et dans l'atelier de fabrication des alliages (une photographie est jointe).</p> <p>L'inspection constate l'affichage des consignes précitées sur les trois portes d'accès ainsi qu'à l'intérieur de l'atelier de fabrication des alliages.</p> <p>Le constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 18/04/2024 est satisfait.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : mise à la terre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 26/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.</p> <p>Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.</p>

Constats :

Constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 18/04/2024 : l'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires, en termes de documents à présenter (plan des locaux à risque d'explosion), d'organisation (coupures électriques) et d'accessibilité aux installations, afin que l'organisme puisse vérifier l'ensemble des installations électriques, notamment la continuité de la mise à la terre des appareils d'éclairage installés en hauteur au bâtiment BATGAP.

Par courrier du 26/06/2024, l'exploitant a transmis le rapport détaillé de vérification périodique des installations électriques du BATGAP du 21/06/2024 par la société DEKRA.

Le rapport mentionne une limite de vérification : "examen des éléments internes des cellules haute tension du client non réalisé en l'absence d'autorisation de coupure ainsi que les essais des éventuels dispositifs de verrouillage (accès, coordination)".

Le rapport relève une observation portant sur l'affichage d'une consigne (soins aux électrisés) sur le poste haute tension. Cette observation relève du code du travail.

L'exploitant précise que l'intervention qui permettra de lever la limite de vérification résiduelle est planifiée les 30 et 31/07 lors de la fermeture de l'usine afin de pouvoir procéder à la coupure de l'alimentation électrique. Il ajoute que le rapport définitif, accompagné du compte rendu Q18, sera transmis après cette intervention.

En ce qui concerne le revêtement conducteur du sol de l'atelier, l'exploitant déclare qu'il a subi un nettoyage mais n'a pas été endommagé par l'incendie du 12/04/2024.

Le constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 18/04/2024 est partiellement satisfait.

Constat : transmettre le rapport de la vérification électrique effectuée les 30 et 31/07/2024 au BATGAP accompagné du compte rendu Q18.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 26/06/2024

Prescription contrôlée :

[...]

Une double détection automatique de fumée est mise en place dans les salles sèches et les locaux techniques.

Le centralisateur de mise en sécurité incendie conduit, sur détection de feu et par zone de détection automatique de fumée, à:

- > la fermeture des clapets coupe-feu télécommandés;
- > la fermeture des portes de recoupement;
- > l'arrêt de la centrale de traitement d'air;
- > la coupure en énergie du bâtiment concerné;
- > le report téléphonique sur dérangement et alarme feu.

Constats :

Constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 18/04/2024 : le bâtiment BATGAP abritant l'atelier de fabrication des alliages n'est pas doté d'un asservissement de la fermeture des portes coupe-feu et de la coupure en énergie à la détection incendie. Le synoptique décrivant le système de détection incendie n'inclut pas le report d'alarmes.

Par courrier du 26/06/2024, l'exploitant indique que les portes coupes-feu du BATGAP sont dotées de systèmes de ferme-portes qui les maintiennent en position fermée en permanence (photographies jointes). Il précise qu'il procédera à une demande d'adaptation de prescriptions sur ce point.

Il déclare également avoir procédé à l'installation du système d'asservissement de la coupure en énergie de l'atelier de fabrication des alliages au déclenchement de la détection incendie. La vérification du fonctionnement est programmée le 28/06/2024.

Il transmet également le synoptique actualisé de la détection incendie qui mentionne le report d'alarmes sur la centrale TAMAT qui la renvoie vers les DECT (téléphones mobiles internes).

Par courriel du 22/07/2024, l'exploitant transmet le compte rendu d'intervention - maintenance préventive des 20 et 21/06/2024 établi par SIEMENS le 18/07/2024 avec une version corrigée de la page 3/30.

Par sondage pour ce qui concerne le BATGAP, objet de la présente visite, l'inspection note qu'aucune anomalie n'est constatée, en particulier sur les dispositifs d'asservissement.

L'inspection rappelle que l'exploitant est tenu de s'assurer d'un bon fonctionnement des systèmes de détection incendie dans l'ensemble des bâtiments. L'exploitant répond que la prochaine vérification complète des autres bâtiments est programmée en août prochain.

L'inspection constate :

- la présence de deux détecteurs incendie fixés au plafond de l'atelier de fabrication des alliages;

- la présence de système de ferme-portes sur les trois portes d'accès à l'atelier. L'une d'entre elles comporte deux battants dont l'un n'est pas muni de ferme-portes. L'exploitant précise que le second battant n'est ouvert qu'à l'occasion de déplacement de matériel qui est réalisé en dehors de toute opération de production dans l'atelier. L'inspection demande à ce que la nécessité de maintenir le battant fermé soit affichée.

Le constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 18/04/2024 est satisfait.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : maintenance des filtres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.6.3 et 8.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 26/06/2024

Prescription contrôlée :

Article 8.6.3 :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses , [...]. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Article 8.6.4 :

[...]

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites.

Sont notamment définis:

- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité
- le détail des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.

[...]

Constats :

Constat de la visite d'inspection précédente du 18/04/2024 : les consignes et procédures de maintenance des filtres des sorbonnes sont imprécises et incomplètes; et la traçabilité des opérations effectuées est insuffisante.

Par courrier du 26/06/2024, l'exploitant transmet le mode opératoire « échange filtres des hottes aspirantes » du 20/06/2024 relatif à la maintenance des trois types de filtres (P1, P2 et P3) des sorbonnes ainsi que la trame de la fiche de suivi de la traçabilité des opérations de maintenance effectuées.

Par courriel du 22/07/2024, l'exploitant transmet une fiche « historique d'un équipement », extraite de la GMAO (logiciel de maintenance) concernant la hotte aspirante n°17.

Il y est fait mention des fréquences suivantes :

- filtre M5 : mensuelle (remplacé le 01/07/2024);
- filtre F9 : semestrielle (remplacé le 22/04/2024);
- filtre H13 : annuelle (remplacé le 07/08/2023).

Ces références (nommage des filtres) ne correspondent pas à celles mentionnées dans le mode opératoire.

L'exploitant précise que la fréquence de remplacement du pré-filtre (à l'origine du départ de feu du 12/04/2024) est passée de bimestrielle à mensuelle. Il veillera à suivre son encrassement en fonction de la cadence de production.

L'exploitant indique que le filtre intermédiaire est doté d'un témoin de colmatage qui s'allume en cas de nécessité de remplacement du filtre. Les documents susvisés n'en font pas mention.

L'inspection consulte la fiche de suivi des changements de filtres de la hotte n°17 installée au poste de pesée et conditionnement dans l'atelier de fabrication des alliages. La fiche mentionne un remplacement du filtre P1 le 02/07/2024 et des filtres P2 et P3 le 03/07/2024, ce qui n'est pas cohérent avec les données enregistrées dans la GMAO.

Le constat de la précédente visite d'inspection du 18/04/2024 est partiellement satisfait.

Constat : les consignes et procédures relatives à la maintenance des filtres des sorbonnes en termes de désignation des filtres, dates des opérations effectuées et dispositifs de suivi du colmatage sont incomplètes et ne sont pas harmonisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 9.2.7
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 26/06/2024
Prescription contrôlée : <p>Un tas de sable ou de terre meuble d'au moins 500 litres avec des pelles de projection ou tout moyen adapté d'efficacité équivalente est placé près de l'entrée du dépôt. [...]</p>
Constats : <p>Constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 18/04/2024 : Aucun tas de sable ou de terre meuble d'au moins 500 litres avec des pelles de projection ou tout moyen adapté d'efficacité équivalente n'est placé près de l'entrée du dépôt de solides inflammables.</p> <p>Par courrier du 26/06/2024, l'exploitant déclare avoir installé une réserve de sable de 500 L avec pelles à l'entrée de la zone de stockage des solides inflammables (photographie jointe).</p> <p>L'inspection constate la présence d'un bac couvert contenant du sable avec deux pelles à l'extérieur près de la porte d'accès est du bâtiment contenant des solides inflammables.</p> <p>Le constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 18/04/2024 est satisfait.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 26/06/2024
Prescription contrôlée :

<p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre, - les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes, - des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité, - un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci, <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat relevé lors de la précédente visite d'inspection du 18/04/2024 : Les opérateurs de l'atelier de fabrication des alliages ne sont pas régulièrement formés à l'application des consignes en cas de départ de feu.</p> <p>Par courrier du 26/06/2024, l'exploitant déclare que les opérateurs de l'atelier de fabrication des alliages ont suivi une formation à l'application des consignes en cas de départ de feu les 24 et 25/06/2024 et transmet une feuille d'émargement.</p> <p>L'inspection note, en particulier, que les deux salariés présents lors du départ de feu du 12/04/2024 ont participé à cette formation.</p> <p>Le constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 18/04/2024 est satisfait.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : réserves de filtres

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 2.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 26/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...</p>

<p>Constats :</p> <p>Constat relevé lors de la précédente visite d'inspection du 18/04/2024 : L'exploitant n'a pas établi une consigne relative à la réserve minimum de stock des trois types de filtres équipant les sorbonnes de l'atelier de fabrication des alliages.</p> <p>Par courrier du 26/06/2024, l'exploitant transmet un extrait du logiciel utilisé par le service de maintenance pour gérer les stocks de consommables dont les trois types de filtres utilisés dans les sorbonnes.</p> <p>En particulier, le stock minimum est fixé pour chaque type de filtres.</p> <p>Le constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 18/04/2024 est satisfait.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : aspiration des sorbonnes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 26/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat relevé lors de la précédente visite d'inspection du 18/04/2024 : L'exploitant n'a pas mis en place le dispositif d'asservissement de l'arrêt de l'aspiration des deux sorbonnes de l'atelier de fabrication des alliages à la détection incendie, alors que cette mesure a été identifiée comme un dispositif d'amélioration de la sécurité dans le cadre du retour d'expérience d'un précédent incendie le 23/06/2022.</p> <p>Par courrier du 26/06/2024, l'exploitant déclare avoir installé un système d'asservissement de</p>

l'arrêt de la ventilation au déclenchement de la détection incendie ainsi qu'un bouton d'arrêt d'urgence à chaque sorbonne des salles sèches.

Le fonctionnement de l'asservissement dans l'atelier de fabrication des alliages sera testé lors du contrôle de la détection incendie programmé le 28/06/2024.

Le rapport de contrôle de la détection incendie mentionné précédemment relève un bon fonctionnement de l'asservissement de la coupure des sorbonnes au BATGAP.

L'inspection constate :

- la présence de deux détecteurs incendie dans l'atelier de fabrication des alliages;
- la présence d'un bouton d'arrêt d'urgence sur les deux sorbonnes installées dans l'atelier de fabrication des alliages. A la demande de l'inspection, l'exploitant procède au test de fonctionnement de l'asservissement de l'arrêt de l'aspiration de la sorbonne n°17 au déclenchement de l'arrêt d'urgence : le test est concluant.

Le constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 18/04/2024 est satisfait.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : entretien des moyens de protection et lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.8.2

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 26/06/2024

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

[...]

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel / Fréquence minimale de contrôle:

[...]

Installation de détection incendie / Semestrielle

[...]

<p>Constats :</p> <p>Constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 12/04/2024 : la fréquence minimale de contrôle de l'installation de détection incendie (semestrielle) n'est pas respectée. L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires pour que l'organisme puisse procéder aux tests et vérifications de tous les dispositifs d'asservissements existants au BATGAP.</p> <p>Par courrier du 26/06/2024, l'exploitant déclare que le contrôle de la détection incendie de l'atelier de fabrication des alliages est planifié le 28/06/2024. Comme mentionné précédemment, le rapport a été transmis par courriel du 22/07/2024.</p> <p>En 2024, le contrôle de la détection incendie de tous les bâtiments sera réalisé en août et en décembre lors des périodes de fermeture du site.</p> <p>Le constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 18/04/2024 est partiellement satisfait.</p> <p>Constat : transmettre le rapport de la vérification de la détection incendie planifiée en août 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : consignes de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 8.8.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 26/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui,

<p>en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation, les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc [...]
<p>Constats :</p> <p>Constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 18/04/2024 : Les consignes de sécurité en cas d'incendie à appliquer ne sont pas affichées dans l'atelier de fabrication des alliages qui présente des risques particuliers liés à l'utilisation de lithium.</p> <p>Par courrier du 26/06/2024, l'exploitant transmet une version mise à jour de la consigne d'intervention en cas d'incendie et déclare l'avoir affichée à l'atelier de fabrication des alliages (photographie jointe).</p> <p>L'inspection constate l'affichage des consignes à l'intérieur de l'atelier de fabrication des alliages.</p> <p>Le constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 18/04/2024 est satisfait.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>